

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'UE ne convient pas à la Suisse

par Marianne Wüthrich, docteur en droit, Zurich

La Suisse démocrate que je suis trouve curieuse la façon dont les commissaires européens obtiennent leur poste. La presse quotidienne nous apprend qu'aussi bien en Allemagne qu'en Autriche, on envoie à Bruxelles les politiques gênants, et non pas pour des postes subalternes où ils ne peuvent pas faire beaucoup d'erreurs mais à la Commission européenne. Ce qui choque particulièrement, c'est que les commissaires, malgré le pouvoir qu'ils détiennent, ne soient pas élus par les parlements nationaux mais à la suite d'une procédure qui manque de transparence. Selon la *Neue Zürcher Zeitung* du 26 octobre, Mme Merkel considère que la nomination du commissaire européen est l'affaire du chef de gouvernement, c'est-à-dire qu'elle s'en attribue la compétence. En Autriche, les partis de la coalition se disputent et finissent par effectuer un marchandage: Vous désignez le commissaire européen et nous le directeur de la radio-télévision autrichienne (ORF).

Voulez-vous, Monsieur le conseiller fédéral Leuenberger, entrer dans ce club antidémocratique? Voulez-vous faire croire au peuple que la Suisse pourrait, en tant que membre de l'UE, «participer à la construction de l'Europe»? Voudriez-vous être un de ces commissaires? Quand on sait comment, à l'étranger, les politiciens parviennent à ces fonctions, cette hypothèse est tout à fait plausible.

Il existe une quasi infinité de raisons pour lesquelles l'UE ne convient pas à la Suisse et la Suisse à l'UE. A vrai dire, aucun Etat ne convient à ce colosse antidémocratique éloigné des citoyens, bureaucratique et corrompu, et surtout pas la Suisse, petit pays aux structures très différenciées et proches des citoyens. On n'entre pas dans une entreprise pourrie.

Nous allons évoquer quelques aspects qui expliquent pourquoi une nette majorité du peuple suisse ne souhaite pas l'adhésion. Nous nous limiterons aux deux piliers que sont la neutralité et la démocratie directe. D'autres caractéristiques de notre Etat sont le fédéralisme et l'autonomie des communes, liés au principe de subsidiarité, ainsi que le système de milice dans l'armée, les communes et les parlements (cantons et Confédération). Tous ces atouts du système politique suisse sont incompatibles avec une affiliation à l'UE: Cette dernière a besoin, dit-on, d'unités administratives centralisées et professionnelles et non pas de petites collectivités autonomes où s'investissent de nombreux citoyens à titre bénévole.

### La neutralité armée perpétuelle

Depuis 200 ans, la Suisse se tient avec succès à l'écart des guerres et des alliances militaires et offre aux peuples victimes des guerres et des crises une aide non militaire tels que les bons offices, la Croix-Rouge internationale et toutes sortes d'engagements humanitaires. Il est évident que le principe de neutralité armée perpétuelle est totalement étranger à l'esprit de la puissance militaire qu'est l'UE. Le Conseil national (Chambre basse du Parlement) a le grand mérite de s'être opposé récemment à la participation de la Suisse à la mission de lutte contre le piratage *Atalanta*. Comme on l'a appris récemment par la presse, la frégate allemande *Karlsruhe* a arrêté, au large de la Somalie, sept pirates qui venaient d'attaquer un chalut. Il y aurait eu sûrement des soldats suisses sur ce navire de guerre allemand si le Parlement ne s'était pas opposé à la participation de notre pays à la politique de guerre de l'UE. Rappelons qu'il



«Le Conseil fédéral sera d'autant plus fort que la population s'y sentira liée et qu'il sera conscient que c'est le peuple qui décide en dernière analyse. Il ne fera plus de promesses qu'il ne peut pas tenir à des gouvernements étrangers mais conclura une alliance avec les citoyens selon la devise Tous ensemble, nous réussirons. Cette limitation des pouvoirs du Conseil fédéral gêne énormément Bruxelles.» (photo thk)

ya un mois, les partisans d'une participation ont essayé de faire croire aux parlementaires qu'il était «extrêmement peu probable» que les soldats suisses soient impliqués dans une opération militaire au large de la Somalie. Or ce n'était pas si improbable.

Si la Suisse était membre de l'UE, ses parlementaires ne pourraient plus prendre de décisions autonomes sur des opérations militaires comme celle d'*Atalanta*; ils devraient se plier aux ordres de Bruxelles. Et le peuple ne pourrait bien entendu pas faire savoir qu'il ne veut plus de tels engagements à l'étranger. Actuellement, le peuple peut en tout temps déposer une initiative populaire signée par 100 000 citoyens pour demander que l'armée suisse se limite à la défense du pays et aux interventions en cas de catastrophe. Lors de la votation, la majorité du peuple et des cantons emporterait la décision. Il est évident que cela serait inimaginable en cas d'adhésion. L'UE ne connaît pas le droit d'initiative.

### En démocratie directe, c'est le peuple qui décide et non l'exécutif

Aux trois niveaux politiques (Confédération/cantons/communes), l'exécutif a relativement peu de pouvoir. Aussi la base assume-t-elle la responsabilité des décisions et en supporte les conséquences. En Suisse, il n'y a pas, comme en France ou en Allemagne, un chef de l'Etat qui peut prendre des décisions. Les sept conseillers fédéraux constituent un gouvernement collégial, ils sont sur le même plan et doivent trouver ensemble des solutions et des compromis. Aucun n'a davantage de pouvoir que les autres. Le Président de la Confédération est le *primus inter pares* et ses missions supplémentaires sont uniquement d'ordre organisationnel et représentatif. Son mandat n'est que d'une année, cela afin qu'il ne puisse pas asseoir son pouvoir. C'est pourquoi même les Suisses qui s'intéressent à la politique connaissent certainement le nom du président des Etats-Unis ou de la Chancelière allemande mais pas forcément celui du Président de la Confédération. Quand le Président Merz signe un accord fiscal avec un autre Etat, rien n'est encore acquis: le Conseil national et le Conseil des Etats peuvent encore s'y

opposer et s'ils l'acceptent, 50 000 citoyens ont le droit de recourir au référendum facultatif, c'est-à-dire d'exiger une consultation populaire à ce sujet.

Les mêmes règles sont valables pour les gouvernements cantonaux et communaux: ce sont toujours des gouvernements collégiaux sans chef possédant des compétences supplémentaires. Le peuple est souverain aux trois niveaux (Confédération, cantons et communes) et a toujours le dernier mot. C'est pourquoi les tentatives des autorités fédérales de renforcer le pouvoir central rencontrent des obstacles: Chaque transfert de compétence des cantons à la Confédération doit être approuvé par une consultation populaire: la base doit vouloir le changement.

Cette limitation du pouvoir des exécutifs ne doit pas être interprétée comme une «faiblesse». Des affirmations comme «Nous avons besoin d'un gouvernement fort» sont contraires aux principes de la démocratie directe. Le Conseil fédéral sera d'autant plus fort que la population s'y sentira liée et qu'il sera conscient que c'est le peuple qui décide en dernière analyse. Il ne fera plus de promesses qu'il ne peut pas tenir à des gouvernements étrangers mais conclura une alliance avec les citoyens selon la devise «Tous ensemble, nous réussirons.»

Cette limitation des pouvoirs du Conseil fédéral gêne énormément Bruxelles. Elle souhaite un exécutif puissant avec un chef d'Etat, un interlocuteur unique qui prend les décisions importantes et non pas un collège de 7 conseillers qui doivent se mettre d'accord et dont les décisions doivent être approuvées par le Parlement et le peuple. Mais c'est ça, la démocratie.

Pour se rapprocher des vues de l'UE, le Conseil fédéral s'efforce, depuis des années, d'imposer une réforme de la tête de l'Etat: un gouvernement avec un Président de la Confédération dont le mandat serait de quatre ans et qui aurait plus de compétences en matière décisionnelle. Jusqu'ici, les Chambres s'y sont opposées, et cela à juste titre. Evidemment, toute modification de la structure politique est soumise au référendum obligatoire. Plus le temps passe, moins le peuple et

## La propagande massive de l'UE

hd. L'UE devient de plus en plus un Etat colossal, un Etat difficile à classer au point de vue du droit public. Elle ressemble davantage à un Etat féodal du bas Moyen Age ou à l'Arabie saoudite qu'à une démocratie. Il revient aux spécialistes en droit public de dire ce qui relève du loup autocratique et du mouton démocratique, tâche à laquelle ils doivent s'atteler. Hans-Peter Martin y fait brièvement allusion dans l'introduction de son ouvrage «Die Europafalle». Que cette tromperie soit dissimulée par des offensives de propagande est bien dans la nature de cette structure de pouvoir.

Extrait\*:

Face à la structure européenne et à ses Etats membres, tous les pères fondateurs d'une démocratie occidentale doivent se sentir trahis. Et à Bruxelles, comme à Strasbourg, le malaise grandit. Mais au lieu de relever le défi des défauts de construction de l'Union européenne, on préfère les camoufler.

La devise est: La propagande plutôt qu'une réforme fondamentale. C'est l'option prise par la Suédoise Margot Wallström, commissaire chargée de la communication. Lors des élections au Parlement européen de juin 2009, elle a, dans une lettre personnelle, adressé une mise en garde à Hans-Gert Pötering, président du Parlement européen: «La légitimité de votre Parlement et de toute l'Union européenne est en jeu.» La recette: une offensive médiatique comme on n'en a jamais vu.

«Grâce à nos contacts, nous demandons aux radios et aux télévisions de diffuser davantage d'émissions sur l'Union européenne et les questions européennes», écrit-elle.<sup>1</sup> Les représentations de la Commission européenne dans les Etats membres mettront au point leurs «opérations de communication en conséquence». Le budget prévu à cette fin est de 17 millions d'euros. A la fin de sa lettre, la vice-prési-

Suite page 2

\* Extrait de: «Die Europafalle. Das Ende von Demokratie und Wohlstand.» [Le Piège de l'Europe. Fin de la démocratie et de la prospérité.] ISBN 978-3-492-04671-8, pp. 23 sqq.

(Traduction Horizons et débats)



Suite page 2

### «La propagande massive de l'UE»

suite de la page 1

dente de la Commission européenne rassure le Président: «Comme vous pouvez le constater, les opérations prévues sont importantes.»

La procédure à suivre figure dans un appel d'offres concernant les émissions consacrées à l'UE. Il y est notamment demandé que les chaînes candidates indiquent non seulement «les noms, fonctions et connaissances linguistiques de leur personnel, en particulier de leurs journalistes» mais aussi leur philosophie rédactionnelle et s'engagent «à diffuser les programmes européens régulièrement et à des heures de grande écoute.»<sup>2</sup> Lorsque ce projet a été révélé, à l'automne 2008, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a publié dans ses pages culturelles un article intitulé: «L'UE achète des reportages». Le sous-titre était: «A peine croyable: L'UE paie pour qu'on parle d'elle de manière favorable».<sup>3</sup>

Pourtant, on n'est guère sensible à ce genre de critique à Bruxelles. Bien au contraire. Le Parlement européen avait voté, dans son budget officiel, en plus du montant de la proposition de Wallström, 11,3 millions d'euros pour une «campagne d'information et de communication» relative aux élections de 2009. Mais dès la fin 2008, le montant s'élevait à plus du double, soit 23,3 millions d'euros.<sup>4</sup> La réalisation de ces opérations et leur financement sont de toute façon l'affaire des Etats membres. De même, les budgets des groupes parlementaires «pour le travail d'information relatif aux élections européennes ont-ils été augmentées de plus de 11 % pour atteindre 56,7 millions.»<sup>5</sup>

L'astuce était la suivante: Ces augmentations reposaient sur des transferts budgétaires décidés au sein de la Commission du budget à la demande du Président et non pas en séance plénière. Ainsi, quasiment personne ne s'en est aperçu. Tout cela fait partie d'une nouvelle stratégie de propagande subtile censée donner de l'Union européenne une idée plus favorable que celle offerte par la réalité politique. Ainsi, selon un ambassadeur de longue date auprès de l'UE «certains médias, notamment le *Financial Times*, jouissent d'un accès privilégié à la Commission et sont favorisés pour le lancement d'informations exclusives à diffuser avant la publication de rapports», procédure tout à fait naturelle à Bruxelles.<sup>6</sup>

On atteint des sommes considérables lorsqu'on additionne tout l'argent dépensé pour la propagande européenne. A cela s'ajoute le parrainage de manifestations culturelles visant à promouvoir un esprit européen, ou encore les innombrables cérémonies auxquelles participent les politiciens de l'UE. Pour 2008, on arrive à un montant de 2,4 milliards d'euros d'argent des contribuables dépensés pour soigner l'image de l'UE – davantage que ce que dépense annuellement le groupe Coca-Cola pour sa publicité à l'échelle mondiale!

*hd. Peut-être le conseiller fédéral Leuenberger ferait-il mieux de régler tout de suite les affaires qui lui tiennent à cœur avec Coca-Cola. Il en obtiendrait un bon supplément de retraite et certainement aussi un pouvoir important. Après son départ, il aurait moins de comptes à rendre à ses concitoyens.*

<sup>1</sup> Lettre de Margot Wallström à Hans-Gert Pöttering, 1/12/08.

<sup>2</sup> Focus, 29/9/08.

<sup>3</sup> Frankfurter Allgemeine Zeitung, 30/9/08, p. 42.

<sup>4</sup> Hans-Gert Pöttering, Request for transfer of appropriations C30, to Reimer Böge, Chairman of the Committee on Budgets, 27/11/08, n° 320219.

<sup>5</sup> Hans-Gert Pöttering, Request for transfer of appropriations C31, to Reimer Böge, Chairman of the Committee on Budgets, 24/11/08.

<sup>6</sup> Gregor Woschnagg, in: Hinter den Kulissen der EU, Vienne, 2007, p. 69.

<sup>7</sup> Berechnungen von Open Europe, dépêche de DPA du 26/12/08.

### «L'UE ne convient pas à la Suisse»

suite de la page 1

les cantons seront disposés à approuver une telle réforme.

#### La participation aux affaires de la collectivité correspond à la nature de l'homme

Nous autres citoyens politiquement actifs savons ce que signifie la démocratie directe. Ceux qui participent aux affaires communales, cantonales ou fédérales sont plus heureux, se sentent plus responsables devant la collectivité et ont moins un sentiment d'impuissance face aux grands problèmes du monde. Nous, le peuple, sommes souverains; nous avons le droit et le devoir de gérer notre pays et le monde et de veiller à ce que la vie des générations futures vaille encore la peine d'être vécue. A ce sujet, il vaut la peine de relire l'étude de l'Université de Saint-Gall publiée par Gebhard Kirchgässner sous le titre «Die direkte Demokratie: modern, erfolgreich, entwicklungs- und exportfähig» (ISBN 978-3-8006-2517-8). Pour donner une idée de l'extraordinaire vitalité de la démocratie suisse, nous mentionnerons ici quelques exemples.

Depuis la fondation de l'Etat fédéral en 1848, le peuple a pu se prononcer sur 559 projets fédéraux dont la moitié environ ont été acceptés et les autres refusés.

8 amendements de la Constitution ont échoué à cause du principe de la majorité des cantons, c'est-à-dire qu'une majorité de petits cantons l'ont emporté sur les cantons très peuplés comme ceux de Zurich, Berne et Vaud.

Actuellement, on récolte des signatures pour 7 initiatives populaires fédérales, par exemple «Oui à la médecine de famille» et «Défendons la Suisse, inscrivons le secret bancaire dans la Constitution fédérale». 9 initiatives ayant abouti sont pendantes auprès du Conseil fédéral, par exemple «Accords internationaux: la parole au peuple!» et l'«Initiative pour le paysage». 9 sont aux mains du Parlement, notamment «Eaux vivantes (initiative pour la renaturation)» et «Accéder à la propriété grâce à l'épargne logement». 4, finalement, sont prêtes à être votées et sur 2 d'entre elles, le peuple et les cantons se prononceront le 29 novembre: «Contre la construction de minarets» et «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre».

En ce qui concerne 7 lois fédérales adoptées par le Parlement, le délai référendaire court encore, ce qui signifie que 50 000 signataires peuvent demander une consultation populaire.

2 référendums facultatifs sont prêts à être soumis au peuple, notamment un arrêté fédéral sur la reprise automatique du droit européen en matière d'adoption des passeports biométriques.

Bien que la collecte de 50 000 ou de 100 000 ne soit pas une partie de plaisir, des milliers de personnes appartenant à des grou-

pes de citoyens, à des partis politiques ou à des associations ne reculent devant aucun effort et bravent le froid pour informer et motiver la population, cela à titre bénévole et pendant leurs loisirs. Pourquoi? Une ou deux heures passées à récolter des signatures donnent lieu à de nombreuses discussions très animées avec nos concitoyens. Certaines personnes qui commençaient par déclarer qu'«à Berne, ils font de toute façon ce qu'ils veulent», reprennent courage et constatent qu'ensemble, nous pouvons faire quelque chose. Et, quelques listes de signatures remplies en poche, on rentre chez soi avec le sentiment d'avoir accompli son devoir et le cœur plus léger.

Une adhésion à l'UE aurait pour conséquence de nous empêcher de lancer la plupart des initiatives populaires parce qu'elles seraient contraires à l'un ou l'autre des textes de Bruxelles. Comme les parlements nationaux des pays membres de l'UE se voient imposer environ 70 à 80% des lois par Bruxelles, nous ne pourrions plus recourir au référendum pour nous y opposer. Le démantèlement prévisible des droits politiques du peuple suisse est une des raisons principales pour lesquelles la plupart des Suisses tiennent absolument à ce que leur pays reste un Etat indépendant.

#### La démocratie référendaire est lente et économe

En Suisse, le travail législatif ne s'effectue pas à la va-vite. Il faut du temps pour qu'un projet de loi ou un traité international entre en vigueur. C'est un effet de la démocratie directe. Le système législatif suisse, très souple, ne pourrait pas subsister au sein de l'UE, qui impose rapidement ses nouveaux projets.

Dans tous les manuels d'éducation civique suisses, on apprend comment on crée une loi. Tout d'abord, des spécialistes préparent un projet, puis on procède à une consultation: le Conseil fédéral envoie le projet aux cantons, aux partis politiques et aux associations afin qu'ils se prononcent. Même les simples citoyens peuvent donner leur avis. Cette procédure est un résultat de la démocratie directe. S'il apparaît dès cette phase qu'une loi ou un traité international est refusé par une majorité, il est absurde que les autorités cherchent à imposer leur projet en l'état. En effet, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont conscience qu'il pourrait faire l'objet d'un référendum. Actuellement, une douzaine de procédures de consultation sont en cours dont la dernière en date – qui doit durer quatre mois – concerne une loi sur l'aide au suicide. Toutes les personnes et organisations concernées pourront s'exprimer.

Après avoir tenu compte des résultats de la consultation, le Conseil fédéral élabore un projet définitif et rédige un message destiné au Parlement. Ensuite le projet est débattu séparément au Conseil national et au Conseil des Etats qui y apportent tous les amendements souhaités par leurs membres. Si après trois discussions, des divergences subsis-

### Le piège européen

km. Hans-Peter Martin, juriste lettré et décoré à plusieurs reprises, a été rédacteur du *Spiegel* pendant presque 15 ans. Il est l'auteur des best-sellers comme «Die Globalisierungsfalle. Der Angriff auf Demokratie und Wohlstand» (en coopération avec Harald Schumann), ou «Bittere Pillen. Nutzen und Risiken von Arzneimitteln» (en coopération avec Hans Weiss, Kurt Langbein et Roland Werner).

En 1999, le parti socialiste de l'Autriche (SPÖ) l'a nommé comme candidat de tête pour les élections européennes bien qu'il soit sans parti. Mais Hans-Peter Martin ne s'est pas adapté aux «coutumes» du Parlement européen de Strasbourg. Par contre, en 2004, il a dévoilé de nombreux scandales au Parlement européen de Strasbourg, entre autres le fait que beaucoup de députés défalquent les frais pour des jours congés bien qu'ils aient pris congé pour le week-end.

En conséquence, on a massivement attaqué Hans-Peter Martin. Après être exclu de la fraction des sociaux-démocrates, il a réussi dans la même année à

rentrer au Parlement européen de Strasbourg avec sa propre liste des citoyens et avec 14% des voix. En 2009 pendant les dernières élections, la liste de Hans-Peter Martin atteint même 17,9% des voix autrichiennes et à présent trois sur dix-huit députés autrichiens au Parlement européen proviennent de sa liste.

Son livre le plus récent traite du fait que les politiciens de l'UE et les lobbyistes détruisent la démocratie et que ceux-ci n'arrivent pas à trouver une réponse conforme à la crise mondiale des finances et de l'économie – après avoir jeté de l'huile sur le feu des spéculations financières. Dans le résumé figurant sur le texte du rabat il est écrit: «Le Parlement européen reste impliqué dans des scandales, le tribunal européen continue à attirer des compétences et mine les droits sociaux. L'élargissement à l'Est précipité devient un boomerang, nous payons tous pour le gaspillage des milliards.»

On trouve plus d'informations sur Hans-Peter Martin sur son site: [www.hpmartin.net](http://www.hpmartin.net).



Il existe plusieurs livres intéressants qui ont dévoilé avec une grande précision les points névralgiques de l'UE, en particulier son déficit flagrant de démocratie, son attitude inadéquate à l'égard des critiques objectives et l'ampleur de la corruption qui y sévit. Il s'agit notamment de l'ouvrage de Bruno Bandulet, *Tatort Brüssel* (ISBN: 3-784473997), paru il y a 10 ans, et de celui de Marta Andreasen, *Brussels Laid Bare* (ISBN: 978-0955418815).

tent entre les Chambres, une commission de conciliation est créée dans laquelle les deux Chambres envoient des représentants. Ces derniers cherchent un compromis sur lequel les Chambres devront voter séparément. Si le projet est approuvé par les deux Conseils, il est considéré comme adopté par le Parlement. Dans le cas contraire, il est refusé. Une fois le projet adopté, commence le délai référendaire de 100 jours, ce qui signifie que les citoyens suisses peuvent recueillir 50 000 signatures pour demander un référendum.

L'ensemble de cette procédure peut durer deux à trois ans, ce que certains politiques considèrent comme un trop long délai. Mais il faut tenir compte du fait que le droit des citoyens de recourir au référendum contre une loi ou un traité international représente une procédure législative prudente et économe qui est impensable dans une démocratie représentative et à plus forte raison dans ce colosse qu'est l'UE.

Le fait qu'en ces temps de crise financière et économique la Suisse se porte (économiquement) beaucoup mieux que les autres pays et que les Suisses aient un meilleur moral ne s'explique pas uniquement par des raisons économiques. N'importe quel pays ou commune au monde se porterait mieux si sa population pouvait contrôler la politique et notamment la politique financière, avec autant de soin que les Suisses aux niveaux fédéral, cantonal et communal. Plutôt que de chercher à absorber le dernier bastion d'Europe, les politiciens de Bruxelles pourraient, particulièrement dans ce domaine, s'inspirer du modèle helvétique et laisser les Suisses vivre leur démocratie authentique comme ils l'entendent.

## Déliçates fusions de communes rurales

Un entretien avec M. Rainer J. Schweizer, professeur à l'Université de Saint-Gall

Les fusions de communes rurales sont plus délicates que dans les agglomérations. C'est ce que déclare Rainer J. Schweizer, professeur à l'Université de Saint-Gall. De toute façon, il faut remettre en question ces fusions exigées et favorisées par le monde politique. Le spécialiste en droit public met en garde contre la perte de droits de codécision démocratiques.

Pius Kessler de la radio alémanique DRS: Rainer Schweizer, il semble que les fusions soient devenues une mode en Suisse. De nombreux cantons ont adopté des lois de fusion. Ce sont aussi bien de grandes que de petites communes qui fusionnent. On a affaire à une véritable tendance – qu'en pensez-vous?

Rainer J. Schweizer: En fait et pour une part en tout cas, il s'agit bien d'une tendance politique. On en espère des solutions concernant l'administration et la direction des organismes communaux et régionaux; peut-être aussi des économies financières. Comme certains cantons se lancent dans cette direction, il arrive que d'autres souhaitent les imiter. Il est vrai qu'il y a des motifs concrets pour cela. Il est indéniable que de nombreuses tâches publiques doivent être entreprises avec plus d'expérience – par exemple les affaires de tutelle. De plus, nous nous trouvons confrontés au problème qu'il y a toujours moins de personnes à vouloir s'engager dans une activité politique de milice – avec juste des dédommagements lors de séances – tant au plan communal que régional ou cantonal.

Il est vrai qu'on pourrait trouver une solution à ces obligations pratiques. On pourrait introduire de nouvelles règles de dédommagement, comme nous avons dû le faire dans les tribunaux. Nous devons aussi nous interroger sur la possibilité de rendre certains travaux politiques plus attrayants – ainsi le problème des limites du travail de milice ne justifie pas, à lui seul, les fusions.

Justement. Et vous aviez mis en garde, il y a peu, lorsque à Appenzell Rhodes-Intérieures la discussion sur les fusions a débuté. Vous aviez lancé un coup d'arrêt. Il n'est pas supportable que les droits démocratiques fondamentaux soient remis en cause par ces fusions. Je fais allusion aux assemblées communales qui devraient être supprimées.

C'est décisif. Tout nouvel espace politique, toute nouvelle association politique doit reposer sur un fondement démocratique. Ce qui veut dire que nous avons besoin soit d'une assemblée communale, soit d'un parlement où les citoyens et citoyennes ou leurs représentants puissent participer au travail législatif, décider des finances, et avant tout contrôler



«Le fédéralisme consiste à respecter les sensibilités et les besoins divers de régions différentes. Et ces diverses régions doivent être représentées de manière adéquate dans les organes communs. Il faut donc toujours se demander si un petit nombre de grandes communes représente les intérêts communaux au plan cantonal aussi bien qu'un grand nombre de communes individuelles bien vivantes.» (photo thk)

les autorités et l'administration communales ou les autorités du district.

Pourquoi est-il si important pour une démocratie vivante d'avoir cette rencontre entre citoyens et présidents ou présidentes de commune?

Les conseillers et présidents communaux ne sont que les représentants du peuple, ce qui les oblige à rendre compte de leurs activités, et de surcroît publiquement. Il ne suffit pas d'accueillir un client dans une arrière-boutique; on doit se présenter en public et rendre compte aux citoyens, par exemple en ce qui concerne l'utilisation des finances ou de mesures plus ou moins sociales, voire des perspectives de développement.

Tout cela est très bien. Mais vous savez aussi bien que moi que seule une poignée de personnes prennent part aux assemblées com-

munales, et non pas le gros de la population.

Ce n'est pas tragique. On peut tout à fait partir de l'idée que même un 5% de participants représente l'ensemble de la population. Et il faut tenir compte du fait qu'on a une participation de 40, 50, voire 60% dès qu'il s'agit d'un objet important comme par exemple une route de contournement, la construction d'un nouvel EMS (établissement médico-social) ou l'introduction de certaines nouvelles structures scolaires. Il faut que les portes restent ouvertes et même si la participation des citoyennes et citoyens est très réduite, les procès-verbaux doivent être rendu public.

Mais les politiciens et politiciennes utilisent aujourd'hui un autre langage: passer par les urnes au lieu d'assemblées générales. Ou comme en Appenzell Rhodes-Extérieures où la Landsgemeinde a été abolie, alors que

c'est le lieu même de rencontre entre le peuple et ses dirigeants.

C'est vrai, mais Appenzell Rhodes-Extérieures a au moins renforcé le parlement cantonal, ce qui compense un peu la perte de la Landsgemeinde.

C'est vrai, mais il n'empêche que le contact direct a été supprimé.

Oui, et à mon avis, c'est une perte. Il apparaît indéniablement qu'une confrontation entre le peuple et l'exécutif d'une commune est préférable, du fait que c'est en présence directe. On n'a guère besoin de parlement au niveau communal, sauf dans les grandes villes.

N'avez-vous pas l'impression d'être resté 100 ans en arrière, dans la situation d'alors? Tant l'administration que la politique ont

Suite page 4

## Exemple concret d'un développement financier pour 2009: Le Conseil-exécutif du canton de Berne décide un gel immédiat des dépenses

La situation financière du canton de Berne s'est encore détériorée cette année par rapport à l'extrapolation 2009 de la fin août dernier. Le Conseil-exécutif a arrêté un moratoire pour les nouvelles dépenses pouvant être reportées; il entend ainsi éviter un nouvel endettement cette année. Ce gel s'applique avec effet immédiat jusqu'à la fin 2009 aux nouveaux engagements reportables, mais pas aux valeurs-repères du budget 2010 et du plan intégré mission-financement 2011-2013 adoptés par le Conseil-exécutif le 26 août dernier.

Dans le contexte actuel de crise économique, le gouvernement bernois s'est fixé pour objectif d'éviter des charges supplémentaires importantes pour les comptes publics. Depuis l'éclatement de la crise financière et économique à l'automne dernier, il a donc consacré l'essentiel de ses efforts à éviter un nouvel endettement cantonal en 2009 et 2010.

L'état des lieux à la mi-octobre indique que l'environnement de politique financière s'est encore nettement détérioré par rapport à l'extrapolation 2009, notamment en raison d'un manque à gagner sur les recettes fisca-

les prévues. Sur la base des chiffres actuels et faute de mesures de correction, le gouvernement table pour 2009 sur un nouvel endettement de plus de 50 millions de francs, en dépit de la décision prise fin juin par l'exécutif de mettre en oeuvre la planification de recharge pour 2009, laquelle allège les comptes de plus de 70 millions de francs pour l'exercice en cours.

Aussi le Conseil-exécutif a-t-il adopté avec effet immédiat un gel transitoire de toutes les nouvelles dépenses qui peuvent être reportées. Ce moratoire prévoit que d'ici à la fin de l'année, les Directions et la Chancellerie d'Etat ne soumettront plus au gouvernement d'arrêtés comprenant de nouvelles dépenses reportables pour 2009. Ces dépenses sont gelées jusqu'à nouvel ordre. Le moratoire s'applique aux nouvelles dépenses relevant de la compétence des Directions, de la Chancellerie d'Etat, des offices et des divisions.

Tombent notamment sous le coup du moratoire les arrêtés sur des crédits d'engagement, des contrats, des conventions, des crédits supplémentaires, des modifications d'ordonnance, etc. pour lesquels le Conseil-

exécutif et l'administration disposent d'une liberté d'action quant au montant, à la date de l'engagement financier ou à d'autres modalités essentielles.

Le gel ne s'applique pas en revanche aux arrêtés relatifs aux dépenses non reportables, comme l'exécution de contrats ou la conclusion de projets bien avancés ou dont le report aurait un impact négatif important pour le canton. Les arrêtés concernant des dépenses pour des transferts à la Confédération ou aux communes sont également exclus du moratoire.

Les retombées financières de ce moratoire ne peuvent être chiffrées à l'heure actuelle.

Beaucoup d'incertitudes planent donc encore sur le résultat prévisible du compte 2009. Celui-ci pourrait aussi bien pencher vers un léger nouvel endettement que vers une légère réduction de la dette.

Source: Communiqué de presse du canton de Berne du 30/10/09, www.be.ch

\*\*\*

thk. Que la crise financière se répercutera seulement lentement et au courant de l'année sur les ménages et, par-delà sur les can-

tons et communes, il y a longtemps que les experts financiers et économiques nous en ont avertis. Le chômage est en augmentation chez nous, toutefois moins que dans les régions européennes, mais les cantons et les municipalités ont des pertes fiscales qui se font de plus en plus sentir. Le canton de Berne a donc, pour parer à cela, dû tirer sur le frein pour enrayer les dettes, et ainsi fait le nécessaire. D'autres cantons seront probablement tenus de suivre cet exemple. Il ne faudrait plus créer de nouvelles dettes pendant ces périodes de crise lesquelles auraient également des impacts néfastes sur la collectivité. Voilà un exemple où les représentants élus prennent leur responsabilité.

L'avenir nous présente de grands défis, et il est crucial que nous travaillions conjointement aux solutions. La lutte des classes sociales et de similaires sons de cloches sont ici absurdes. C'est seulement par la solidarité, le respect mutuel et du travail en commun, et encore beaucoup plus de bénévolat de la part des citoyens, que nous serons susceptibles de surmonter la crise.

## «Fusions de communes à risques ...»

suite de la page 3

progressé; pensons à Internet, nous avons de nouveaux moyens de nous exprimer démocratiquement.

Internet est un outil extraordinaire, permettant de renforcer la communication et surtout de répandre les informations générales. Il est certes heureux qu'un projet ou un compte de la commune se trouve sur Internet. C'est probablement plus lu que si on se contentait de l'envoyer par imprimés dans les maisons. Mais cela ne remplace pas une discussion critique entre la population et les autorités. Et cette dernière est d'une nécessité absolue au plan communal.

Malgré tout, beaucoup de cantons ou de communes qui ont fusionnés ont supprimé ces rencontres et les débats politiques. Est-ce de mauvais augure pour la politique suisse?

Je suis convaincu que le peuple suisse retrouvera ces espaces de critique et d'opposition, donc de participation.

Mais quand? Et comment?

Par des initiatives, par des réformes structurelles. Il peut suffire pour les tâches courantes de se contenter de gérer l'espace régional et communal. Mais lorsque les impôts augmentent, que certains aspects de la scolarité ne jouent plus ou que surgissent des conflits culturels dans une commune, alors il faut réinstaurer le dialogue entre la population et les autorités.

Peut-on estimer que cette tendance aux fusions de communes, qui existe dans différents cantons du pays, est en contradiction avec le fédéralisme et l'esprit fédéraliste?

On risque de négliger des aspects essentiels du fédéralisme. Encore une fois: Je pense qu'il est tout à fait raisonnable que, par exemple, dans une agglomération, lorsque des communes qui jouxtent la commune centrale, elles s'unissent pour mener une politique territoriale et sociale commune.

Je peux aussi comprendre qu'une petite commune, perdue dans une vallée, avec peu d'habitants cherche à concentrer les tâches publiques en un seul endroit. Mais nous avons suffisamment de communes fortes sur le plateau et dans les Pré-Alpes. Et dans ces cas-là il ne devrait y avoir de fusion que dans la mesure où il n'en résulte pas de déficit démocratique. Que signifie fédéralisme? Le fédéralisme consiste à respecter les sensibilités et les besoins divers de régions différentes. Et ces diverses régions doivent être représentées de manière adéquate dans les organes communs. Il faut donc toujours se demander si un petit nombre de grandes communes représente les intérêts communaux au plan cantonal aussi bien qu'un grand nombre de communes individuelles bien vivantes.

Il existe en Suisse un modèle très loué, il s'agit de Glaris dont vous êtes originaire. Il y avait 27 communes et un grand nombre d'organismes de la société civile, de même que de communes scolaires, etc. – en tout 70 organismes. Il ne reste que trois communes – qu'en pensez-vous?

Le projet de Glaris n'est pas encore arrivé à terme et cette démarche est passionnante. Mais la question centrale est de savoir si les communes isolées, par exemple du Kerenzlerberg ou au sud du canton, seront suffisamment représentées dans les conseils des grandes communes. Et à mon avis, cela n'a pas été garanti juridiquement. Il sera intéressant d'observer le développement des tensions entre les centres administratifs et les parties isolées des grandes communes. Il est réjouissant de constater que le peuple, tout en étant positif à l'égard de ce projet, reste prudent quant à cette réforme. Le taux de participation aux élections des nouvelles autorités communales fut faible.

Si on porte son regard vers l'avenir de la politique suisse, sur dix ou vingt ans, peut-on estimer qu'il y aura un retour?

Il se peut que dans certaines régions les gens estiment qu'il y a incompatibilité, que les différences de mentalités sont trop marquées, et qu'il faut retrouver l'autonomie. C'est tout à fait possible. Mais ailleurs, on aura oublié les anciennes structures et on se sera adapté aux nouvelles.

Source: Radio suisse alémanique DRS 1, journal régional de la Suisse orientale du 14/10/09 (17h30–18h)

## Courrier des lecteurs

### Les jeunes commencent leur vie professionnelle avec un déficit éducatif

Qu'advient-il si le «cours magistral» qui a fait ses preuves, mais qui est dénigré par des réformateurs en faveur d'un principe do-it-yourself, est pratiquement éliminé? Les diplômés de l'école secondaire A de la ville d'Uetikon (jeunes ayant terminé leur scolarité) ont rendu public qu'ils doivent commencer leur vie professionnelle avec un déficit éducatif à cause de ce système scolaire «révolutionnaire», entré en vigueur en 2007. Quels dégâts une école – munie du titre «l'une des plus progressistes dans la région», concédé par l'Institut universitaire de formation des maîtres – peut provoquer, les diplômés, au début encore enthousiastes à l'idée d'un «apprentissage autonome», ont dû le subir eux-mêmes. Même l'enseignement des langues étrangères a initialement eu lieu d'après le principe do-it-yourself, même si cha-

acun sait qu'on ne peut pas apprendre une langue sans la parler. Au plus tard à ce moment-là il faut se poser la question de savoir quels objectifs révolutionnaires on veut poursuivre, si l'on tient apparemment les élèves éloignés de la formation et cela délibérément.

Aux critiques initiales par les parents et des enseignants expérimentés concernant l'expérience radicale, les conseils scolaires et la direction de l'école ont toujours répliqué que le «cours magistral» était prétendument dépassé. Alors que l'exode vers l'école privée battait son plein, l'expérience controversée de «l'enseignement basé sur l'élève au centre» a été présentée comme un grand succès aux invités étrangers.

Le terme péjoratif «cours magistral» est utilisé depuis les années 60 dans la forma-

tion des enseignants à la place de la notion de *cours en classe* afin de pousser les méthodes de réforme révolutionnaire. Ainsi on ne dit pas que les cours en classe, faisant leurs preuves pendant la plus large étude longitudinale jamais entreprise aux Etats-Unis avec 79 000 étudiants, ont obtenu les meilleurs résultats et encore aujourd'hui, 90% des cours ont toujours lieu en classe. Seule une reprise du contrôle démocratique direct de l'école, qui a été négligée par l'abolition de l'élection des enseignants et des commissions scolaires de districts, pourra éviter que de plus en plus de jeunes soient lâchés dans la vie professionnelle avec des déficits éducatifs dus au soi-disant système éducatif révolutionnaire.

P. Aebersold, Zurich



(photo mad)

### L'adhésion à l'UE signifie la peine de mort

L'Union européenne se prépare à des troubles sociaux. C'est pour cela que l'UE supprime l'interdiction de la peine de mort sous certaines conditions aussitôt que le Traité de Lisbonne entrera en vigueur après sa ratification. Dans ce traité l'on permet dans l'UE de nouveau la peine de mort pour des insurgés. La peine de mort est autorisée, si nécessaire, «pour réprimer légalement une émeute ou une révolte». (cf. le journal officiel de l'Union européenne C 303/1, art. 2 «droit à la vie»)

En Suisse, la peine de mort civile a été abolie en 1942. Le 20 mars 1992, la peine de mort en temps de guerre a aussi été abo-

lie après une initiative parlementaire du conseiller national Massimo Pini, membre du parti radical. Aujourd'hui personne ne doit être exécuté, et pas davantage en temps de guerre, comme pendant la Seconde Guerre mondiale.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, 30 soldats suisses ont été condamnés à mort, dont 17 furent fusillés jusqu'à la fin de la guerre. L'écrivain Niklaus Meienberg a documenté un certain nombre de ces terribles jugements, entre autre l'exécution du traître Ernst S., un événement sur lequel Richard Dindo a réalisé un film documentaire avec

des témoins de l'époque. Ernst S., âgé de 23 ans, a été exécuté pendant la Seconde Guerre mondiale à cause d'une bagatelle, le 11 novembre 1942 près d'Oberuzwil.

Avec une adhésion de la Suisse à l'Union européenne, l'interdiction de la peine de mort serait de nouveau abolie dans notre pays. Ainsi, la Confédération helvétique pourrait assassiner des hommes en temps de guerre et dans certaines circonstances lors d'une émeute ou révolte, et même un Guillaume Tell pourrait être pendu.

H. Frei, Zurich

### Machiavélisme de la Communauté européenne

Le terme d'Union européenne est une anticipation sans valeur juridique: c'est ainsi que doit s'appeler l'Etat Union européenne quand il aura été fondé au moyen d'une constitution. Pour le moment, cette UE n'est encore que la Communauté européenne et ses actes législatifs sont encore ceux de la Communauté économique européenne.

Le Traité de Lisbonne n'est pas un traité mais un projet de constitution.

Une nouvelle constitution fonde un Etat et il s'agirait ici de la fondation de l'Etat Union européenne en tant qu'Etat fédéral. On cherche à l'établir de manière antidémocratique en trompant les peuples. Cette fondation abolirait tous les Etats membres en tant qu'Etats nations indépendants au regard du droit international. Comme dans tous les Etats nations existants, le pouvoir émane du peuple par le biais d'une constitution (Etats démocratiques), ces constitutions ne peuvent être abolies qu'à la suite d'une consultation populaire (cf. le rapport d'expertise de Schachtschneider concernant l'Autriche qui est un exemple pour les 27 Etats de la CE). Ces consultations

devraient être organisées indépendamment dans les 27 Etats en tant que référendums nationaux et en l'absence de tout propagande de la CE. Leur résultat conduirait vraisemblablement la CE à remplacer le concept d'Etat fédéral européen par celui de confédération d'Etats européens, ce qui rendrait caduc le Parlement de Strasbourg notamment.

La question de la constitutionnalité du Parlement révèle immédiatement l'impossibilité factuelle d'un Etat fédéral européen démocratique (l'actuelle «République des conseils» de Bruxelles). Son manque de légitimité et son gigantisme l'étoufferaient (ce qui se dessine déjà à Bruxelles), comme c'est arrivé à son prédécesseur, l'Union des républiques soviétiques de Moscou, bien que cette dernière Union, au départ, n'ait pas été conçue comme démocratique mais comme dictatorial.

L'Europe doit décider si elle veut rester l'Europe et par conséquent démocratique ou dégénérer en une structure despotique.

Hans Berger, Birsfelden

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51  
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
Imprimerie  
Nüssli, Mellingen  
Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €  
ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

# Il est grand temps de réduire la dette colossale de l'Allemagne

## Tous les citoyens et citoyennes peuvent y contribuer

par Karl Müller

L'expert aux finances de la fraction FDP au Bundestag, *Hermann Otto Solms*, aurait gâché ses chances de devenir ministre des Finances en déclarant en interne que pour lui il n'était pas question de baisses d'impôts à crédit, selon la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 27 octobre, qui spéculait sur la composition du futur gouvernement allemand. Et le journal ajoutait: «C'est en contradiction avec le Credo du moment.»

Si ces propos sont exacts, le nouveau gouvernement allemand a mal commencé.

Et de fait: les accords de coalition<sup>1</sup> parlent certes d'une «orientation vers des économies durables» et d'une «consolidation véritable des budgets publics», mais dès qu'il s'agit de modalités concrètes, on évite les réponses précises. Le nouveau gouvernement préfère miser d'abord sur une forte croissance économique, qui doit être enclenchée par diverses mesures, hélas en partie douteuses, et qui résoudrait dans une large mesure les problèmes des budgets publics.

Tous les gouvernements allemands de ces 40 dernières années – quelle que soit leur couleur – se sont déclarés partisans d'une politique financière solide. En paroles. Car la dette publique allemande n'a fait que croître presque d'année en année, indépendamment du taux de croissance: depuis la réunification elle est passée de 536 milliards d'euros (début 1991) à 1,5 billions d'euros (fin 2008). Et dans les 20 années précédentes, celle de la vieille RFA était passée de 63 milliards d'euros (en 1970) aux 536 milliards de 1991.

En extrapolant on peut prédire que la dette, en 2020, dépassera 100% du PIB espéré – contre en gros 73%<sup>2</sup> cette année. Et en 2040 elle dépasserait même 180% de la création de valeur, même si celle-ci se remet à croître nettement.

L'accroissement de la dette publique réduit les marges de manœuvre des dépenses publiques, qui profitent directement aux citoyens; car les intérêts aussi continueront à croître: d'un peu plus de 100 milliards d'euros en 2009 ils passeront à 201 milliards en 2020 et à 643 milliards en 2040 – plus que la totalité du budget fédéral actuel.<sup>3</sup>

Dès aujourd'hui l'Allemagne ne remplit plus les critères de stabilité prévus pour la zone euro.<sup>4</sup> Et cette situation ne risque pas de s'améliorer si l'on poursuit la politique actuelle – bien que le nouveau gouvernement ne jure, en paroles, que sur les critères de stabilité. Si l'on ajoute que désormais la majorité des 16 membres de l'UE appartenant à la zone euro ne remplit plus les critères de stabilité, il est clair que l'idée même d'une devise unique européenne stable est bonne à jeter à la poubelle.

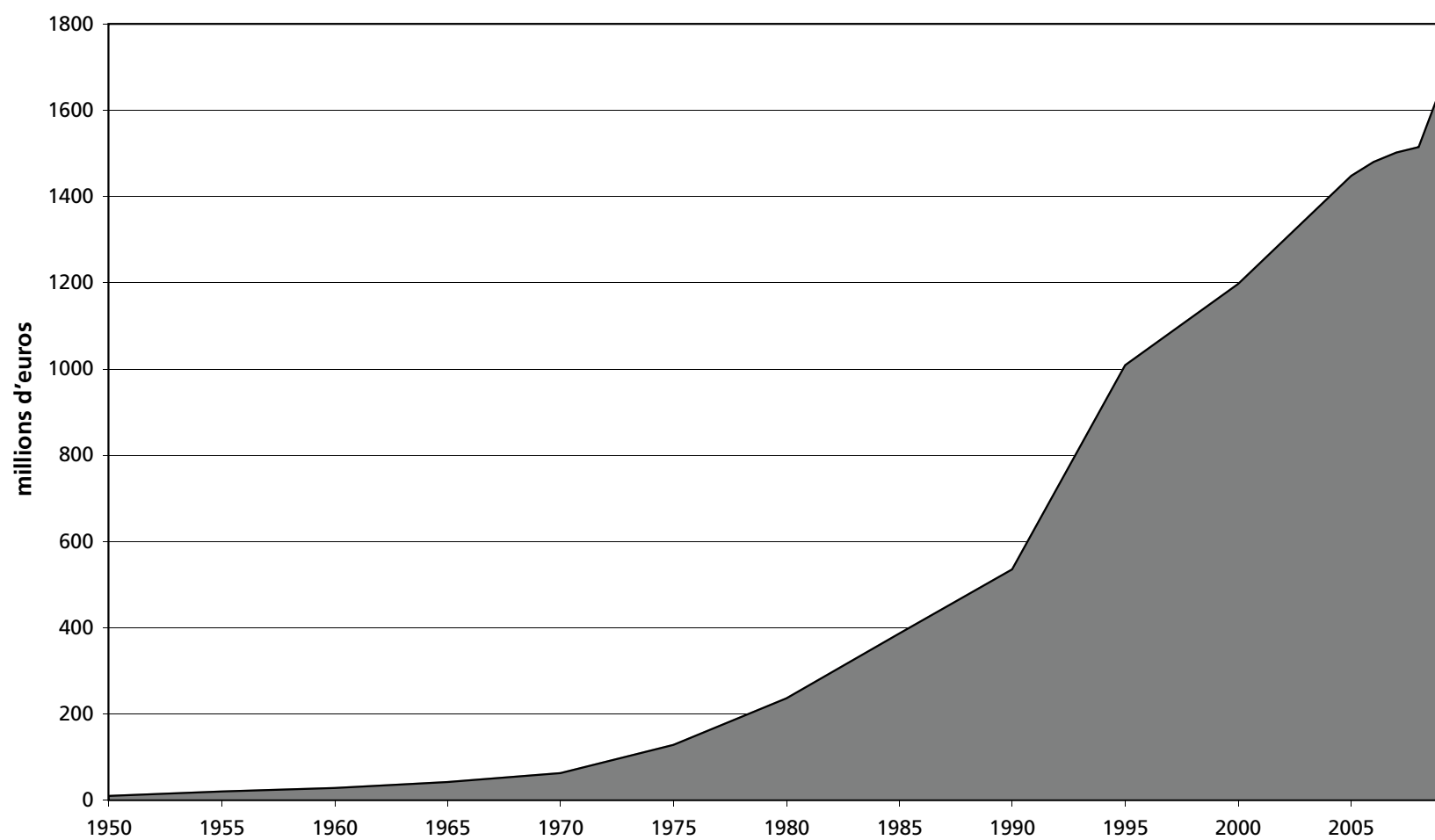
Et l'on peut donc sans doute en dire autant de tous les projets politiques liés à l'instauration de la monnaie unique. Il ne reste qu'une «élite» européenne qui a pris la grosse tête et qui fait passer ses intérêts avant le bien commun. Elle préfère les diktats centralisés à la liberté et à la démocratie.

En profitent ceux qui veulent affaiblir l'Europe, principalement les créanciers des Etats, qui encaissent chaque année plus d'intérêts. C'est-à-dire les grandes institutions financières internationales.

Mais pourquoi n'est-on pas prêt à rectifier le cours?

Pour le moment les gouvernants du monde entier prétendent que la gravité de la crise économique et de la récession interdit de tuer dans l'œuf, par des mesures d'économie, les faibles signes de reprise. C'est la leçon que l'on a tirée de la grande crise économique de 1929. A l'époque un économiste britannique, *John Maynard Keynes*, a formulé une nouvelle théorie exigeant en cas de chute de la demande de consommation privée une augmentation de la demande publique pour relancer l'économie. Par ces temps de crise, l'Etat pouvait et même devait s'endetter.

Toutefois on néglige presque toujours d'ajouter que cette théorie implique que l'Etat réduise ses dépenses lorsque la relance est acquise, revienne à un budget équilibré et s'acquitte de ses dettes. Ce que personne en



Evolution de la dette publique allemande (en millions d'euros).

Source: Statistisches Bundesamt (1959–2007), Bund der Steuerzahler (2008–2009), Etat au 19/11/09

Allemagne – ou dans un autre pays de l'UE – n'a jamais fait depuis 40 ans.

Il s'agit donc de bien plus que de mettre en pratique une théorie économique.

Un exemple: les dépenses de l'Etat créent des attentes et des acquis putatifs. Ce que l'Etat accorde aujourd'hui, il lui sera difficile de le reprendre demain. Les cadeaux fiscaux pour les riches n'ont jamais été repris au cours des dernières années. Mais aussi: plus de 30% de la création de valeur allemande, soit à l'heure actuelle 700 milliards d'euros par an, sont consacrés aux budgets sociaux. Il y a des régions en Allemagne, où plus de 50% de la population est tributaire des versements de l'Etat ou de la protection sociale. Le nouveau gouvernement allemand veut affaiblir le principe de solidarité dans la protection sociale en la finançant de plus en plus au moyen des recettes fiscales, c'est-à-dire en augmentant encore la part de l'Etat, autrement dit de tous les contribuables, dans les prestations sociales.

Certains prétendent que dans la perspective des élections au Landtag de Rhénanie Nord-Westphalie, au printemps prochain, et qui seront décisives pour le maintien d'une majorité de coalition au Bundestag, le nouveau gouvernement ne s'attaque pas encore concrètement à la dette publique. Proposer de réduire les budgets publics pourrait effrayer des électeurs potentiels.

Mais cela ne veut-il pas dire que l'Etat et ses dettes nous concernent, nous, citoyens? Les politiciens et les citoyens n'ont-ils pas une responsabilité commune en matière de réduction de la dette publique, c'est-à-dire de notre dette à tous?

La dette publique de la Suisse est bien moindre que celle de l'Allemagne. Elle se situe à environ 45% de la création de valeur, contre environ 73% en Allemagne. C'est en lien avec la démocratie directe pratiquée en Suisse et avec une politique fiscale décentralisée et proche des individus. En Suisse, ce sont les citoyens et citoyennes qui décident, dans leurs communes, des dépenses publiques et de la nécessité d'abaisser ou de relever le taux d'imposition. Cela vous rend plus économe, diminue la fraude fiscale et la corruption et engendre des décisions raisonnables. Il y aurait bien des choses à ajouter. La substantifique moelle en est que les citoyens et citoyennes, conscients de leurs responsabilités envers la collectivité, qu'ils peuvent à leur tour modeler grâce à leurs droits à la parole et à la décision, luttent contre l'endettement public.

Mais même si la Constitution allemande ne prévoit pas encore la démocratie directe,

le monde peut se mettre à réfléchir et à parler avec les autres des moyens d'épargner à l'Etat – et donc au contribuable et concitoyen – certaines dépenses et de faire face en individu autonome, donc libre et solidaire, aux défis du monde actuel. Et alors aussi démarquer des projets concrets.

<sup>1</sup> Cet accord de 124 pages, portant le titre «Croissance. Education. Solidarité.» mériterait d'être lu et débattu par un maximum de citoyens et citoyennes. Il serait important d'en faire une critique détaillée, mais elle ne peut trouver place dans ce cadre.

<sup>2</sup> Ces données se réfèrent à une estimation du Bund der Steuerzahler Deutschland e.V. (Association des

contribuables allemands) établie début juin 2009. En 2008 l'endettement total atteignait 65,9% du PIB.

<sup>3</sup> Les chiffres retenus proviennent du texte de Dieter Meyer: «Die Schuldenfalle. Eine Untersuchung der Staatsverschuldung ab 1965 bis 2025 (mit Ausblick auf den Zeitraum bis 2040)» [Le piège de la dette. Une enquête sur l'endettement public de 1965 à 2025 (avec projection jusqu'en 2040)] publié le 22/5/09 sur [www.staatsverschuldung-schuldenfalle.de](http://www.staatsverschuldung-schuldenfalle.de)

<sup>4</sup> Selon le Pacte pour la stabilité et la croissance qui engage de façon contraignante tous les pays de la zone euro, l'endettement public ne doit pas excéder 60% du PIB annuel et l'accroissement annuel de la dette 3% de ce même PIB.

Courrier  des lecteurs

## La crise économique actuelle

«Je pense que les banques sont plus dangereuses que des armées [...]. Si la population de l'Amérique admet que des banques privées émettent la monnaie [...], les banques et les groupes économiques que ces entités engendrent déroberont au peuple tout ce qu'il possède, jusqu'à ce que ses enfants se réveillent un jour, clochards, sur le continent que ses pères ont conquis jadis.»

Thomas Jefferson (1743–1826)

Après 1820, un banquier connu, qui contrôlait la Banque d'Angleterre, institut d'émission privé, a déclaré à ce propos: «Il importe peu quelle marionnette siège sur le trône d'Angleterre [...]. Celui qui contrôle la masse monétaire du Royaume-Uni contrôle l'Empire britannique. Et je contrôle la masse monétaire du Royaume-Uni.» Depuis 1913, des banquiers puissants contrôlent le Système fédéral de réserve (la FED), banque privée qui sert de banque centrale aux Etats-Unis. Depuis lors, la valeur du dollar a diminué de 95%.

Depuis cette époque, le jeu s'appelle «bailout» (sauvetage). L'objectif principal du cartel bancaire reste d'attribuer aux gouvernements, puis de répercuter sur les contribuables, les pertes inévitables des banquiers, mais non leurs bénéfices.

Aujourd'hui, on sait que la crise économique mondiale de 1929 a été suscitée délibérément par ces groupes, à leur avantage et au détriment des masses. Stratégie:

1. Faire s'accroître la masse monétaire.
2. Rendre l'argent meilleur marché (faire chuter les taux d'intérêt), ce qui agit comme de l'opium.
3. Renchérir le prix de l'argent, après que nombre de gens se sont endettés.

4. Réduire considérablement la masse monétaire.

C'est tout simple ! La seconde crise économique mondiale, qui a débuté environ en 2007, prend la même forme. Elle n'a probablement pas encore pénétré dans les esprits de la plupart des Allemands.

Norbert Walter (économiste en chef de la Deutsche Bank) affirme (Deutsche Bank Research Aktuelle Themen 459 du 11 septembre 2009, p. 7–8) que l'évolution de la conjoncture se caractérise par un triple U, dont le premier vient de se terminer.

Durant la phase actuelle, l'augmentation du chômage due à un rétablissement insuffisant de la demande provoquera une réduction des revenus et un affaiblissement des chiffres d'affaires au cours de l'hiver, en Europe. Le troisième U se dessinera entre le deuxième et le troisième trimestre 2010, dès que les banques centrales commenceront à renoncer à leur politique de stimulation économique. Norbert Walter n'hésite pas à fixer à Pâques le début de l'action de la FED tendant à réduire la masse monétaire et à relever les taux d'intérêt.

Actuellement, la monnaie en circulation dépasse plus de 12 fois les prestations de l'économie mondiale. Peut-être certains parallélismes avec 1929 vous viennent-ils à l'esprit.

Notez bien que l'Amérique, le Japon, l'Allemagne et de nombreux autres pays ne parviendront jamais à rembourser leurs dettes normalement. Prenez les bonnes décisions, pour vous et votre famille. Vous aurez été avertis!

Matthias Klama, Paderborn

## Bundeswehr: marcha hacia el pasado

por Hans Wallow

«Estamos a punto de perder la confianza de los afganos a raíz de una violencia desproporcionada.» Esto lo escribió el coronel *Jürgen Heiducff* en una carta al ministro *Frank-Walter Steinmeier*. Heiducff fue asesor militar en la embajada alemana en Kabul desde 2006 hasta su relevo en 2008. «Es insostenible que nuestras tropas de coalición y la *Isaf*, entre tanto, luchan intencionalmente contra una parte de la población civil y, con ello, contra un posible nuevo germen de una sociedad civil. Bombardeos occidentales y helicópteros propagan miedo y terror en la población civil.» Heiducff, considerado por sus oficiales colegas como una persona íntegra y comprometida, advirtió sobre una socavación del derecho internacional del mandato de la ONU, y criticó en ese contexto, a la conducción militar que se hace cada vez más independiente. También en la política de información frente a políticos y periodistas, la situación militar es tratada con una indulgencia inadmisibles. El mando militar y la burocracia que lo sostiene, reaccionó como siempre: presionando. Cuando ya no se pudo evitar que el teniente siguiera escribiendo la verdad, se lo dejó fuera de las consultas militares en Afganistán, es decir se lo desconectó del flujo de información. Él, quien con todo derecho, frente al Senado militar del Tribunal administrativo federal podía decir que sólo había cumplido con su deber, no pudo, aun con la ayuda de un abogado, defenderse de un «relevo disciplinario» – siendo que la ley del soldado exige la verdad (art. 13).

### Duras sanciones o penas disciplinarias por críticas a la Bundeswehr

El tratamiento que recibió ese valiente oficial por parte de los responsables, no es de ninguna manera un caso aislado. Hoy en día, aquel que en la Bundeswehr haga uso de su fundamental derecho de opinar libremente, se lo estigmatiza como «denigrante de los suyos», y el conflicto es considerado como un problemático caso individual. Cuando los soldados arriesgan a denunciar públicamente irregularidades en la Bundeswehr o en la política de seguridad, tienen que contar con duras sanciones o penas disciplinarias. En la opinión pública, sólo se hicieron conocidos aquellos soldados que se opusieron a la nueva – vieja, obediencia absoluta. El caso de *Christiane Ernst-Zettl*, de la brigada sanitaria, es típico: en Kundus, ella, como no-combatiente, se negó a prestar servicio de vigilancia y seguridad sin el emblema de la *Cruz Roja*; esto lo prohíbe el derecho humanitario internacional de la *Convención de Ginebra*, la que determina que el personal sanitario sólo debe ocuparse de la atención de los pacientes.

El ministerio refutó inmediatamente: la Bundeswehr en Kundus no está en guerra, y dentro de un conflicto tal, no debe hacerse diferencia entre combatientes y no-combatientes. *Hans-Joachim Giessmann*, profesor del Instituto para investigación de la paz en Hamburgo, lo ve totalmente distinto: «Las Convenciones de Ginebra y las resoluciones para sanitarios, son vigentes también para la acción de la Bundeswehr en Afganistán.» Los soldados alemanes están involucrados allí en operaciones militares. A la obtrusa argumentación del mando militar respondió el soldado sanitario: «Si tengo mala suerte, tengo pacientes sobre la mesa de operaciones heridos por mí misma, o por mis colegas sanitarios.» Esa argumentación fue rechazada por la burocracia militar, parcial e intransigente, la que reaccionó con un relevo disciplinario y una multa de 800 euros. Esto fue justificado, con el argumento de que Ernst-Zettl puso in-



Hoy en día, aquel que en la Bundeswehr haga uso de su fundamental derecho de opinar libremente, se lo estigmatiza y tiene que contar con duras sanciones o penas disciplinarias. (foto reuters)

seguro al jefe de la comitiva, y por lo tanto se había comportado contrariamente a la camaradería.

### Desacreditado, degradado, criminalizado

Otro ejemplo de mobbing durante años a costa de los contribuyentes, es el caso del comandante *Florian Pfaff*. En 2003, él se negó a producir un software, la cual debía apoyar el ataque de EE.UU. al Iraq. Según el comandante, su conciencia le prohibía participar en una infracción al derecho. Pfaff fue desacreditado, degradado y criminalizado. Hoy dice el creyente cristiano al respecto: «No es agradable estar frente a un neurólogo en calzoncillos, sólo porque yo quería seguir siendo fiel al derecho. Pero, fuera de esas contrariedades, en un estado de derecho con tribunales relativamente independientes, no se necesita mucho coraje.»

El 21 de junio de 2005, el 2. Senado militar del Tribunal administrativo federal en Leipzig, confirmó que había actuado correctamente al negarse a cumplir esa orden. En un informe de 130 páginas figura: «La Ley Fundamental establece las normas de una sujeción del ejército a los derechos fundamentales, pero no una sujeción de los derechos fundamentales a las decisiones y necesidades del ejército.»

Si bien el valiente Florian Pfaff fue totalmente rehabilitado por los jueces en Leipzig, el mando del ejército se negó a ascenderlo según le correspondía por su edad, ya que «un oficial con conciencia, no puede rendir ilimitadamente.»

Incluso después de dos sentencias de las instancias del Tribunal administrativo bávaro, que declararon esa insensatez como nula, los autores de escritorio no transigieron. Con una diligencia casi patológica, pensaron una nueva justificación, ya que el comandante, entre tanto, había escrito un libro con el título «Homicidio – parte del servicio».

Ciertamente, el autor, quien critica la adversidad de la política de guerra del gobierno federal, con respecto al derecho internacional y la constitución, por presión del ministerio tuvo que presentar su libro. Allí, por lo visto, nadie lo leyó. Ahora, después de la edición del libro, no quieren ascender al soldado por «graves defectos de carácter».

### Conflictos con la línea dura del aparato militar

Mientras que Florian Pfaff todavía lucha por su rehabilitación y ascenso, el pedagogo *Jürgen Rose*, a los 37 años de edad, ya ascendido a teniente coronel por sus altos méritos, está confrontado a una causa cuyo fin podría ser una degradación. Su conflicto con la línea

dura del aparato militar lleva ya 12 años. Comenzó el 12 de octubre de 1997, con la aparición de un artículo en el «Frankfurter Allgemeine Zeitung», en el cual Rose cuestionaba que aún siga vigente el servicio militar obligatorio. Las consecuencias fueron penibles interrogatorios por parte del abogado disciplinario del ejército, del representante del inspector general de la Bundeswehr, así como del jefe del departamento de personal de la Bundeswehr. Como el soldado declaró que su artículo, escrito impecablemente, era una opinión privada, no fue posible sancionarlo de inmediato. En cambio, el ministerio reaccionó con las conocidas vejaciones de constantes traslados disciplinarios. Así, el teniente coronel Rose, quien había realizado investigaciones en el campo de la política de seguridad y defensa, con frecuencia fue puesto en servicio en ámbitos totalmente ajenos e imprevistos.

Después de un discurso de Rose contra armas nucleares, en el otoño de 2002, se lo sometió a otro traslado disciplinario. Rose siguió luchando con la pluma, acusó de «criminal» a la doctrina de la lucha aérea de EE.UU., en los 78 días de la guerra del Kosovo. Esa doctrina, considera a la población como un objetivo de cuarta categoría. Esos bombardeos intencionados a objetivos civiles, son crímenes de guerra según el derecho internacional. En varias conferencias, también declaró el envío de tornados alemanes a Afganistán como cuestionable, según la constitución y el derecho internacional. Si bien nunca se pudieron refutar las afirmaciones de Rose, se le impuso de momento «sólo» una llamada multa disciplinaria de 750 y 3000 euros.

### Sonido original de los miembros de extrema derecha del Freikorps

El oficial, para quien la imagen del ciudadano en un uniforme debe permanecer arraigada como parte de una sociedad pluralista y abierta, no se dejó intimidar a pesar de ese perjuicio personal. Se pronunció públicamente contra las declaraciones del teniente general *Hans-Otto Budde*, quien postulaba nuevamente por el «luchador arcaico». Así escribió: «Si desde muy arriba, se predica un culto militar de lucha con palabras de letrina, entonces no hay que asombrarse cuando en el nivel más bajo, resulten cloacas como Calw o Grossfeld. Es conocido que el pez empieza a apestar por la cabeza». Esto provocó la reacción del capitán *Daniel Kaufhold*, un miembro del Comando especial de fuerzas (KSK por sus siglas en alemán). Él vio en Rose «el enemigo interno», que habría que «destruza». Su amenaza por mail termina con la frase: «Lo están

observando, y no por servicios impotentes instrumentalizados, sino por oficiales de una nueva generación, que van a actuar cuando sea necesario.» El profesor *Wolfram Wette* de Friburgo, uno de los historiadores militares más renombrados de Alemania, dijo al respecto: «Ahí oímos el sonido original de los extremistas de derecha, miembros del Freikorps de los comienzos de la República de Weimar, los que más tarde terminaron en el Partido Nazi (NSDAP) o en la SS.» EL capitán sólo recibió una reprimenda. En tiempos anteriores, un oficial como Kaufhold hubiera sido suspendido del servicio inmediatamente y sin objeción alguna.

También el general de brigada retirado Dr. *Heinz Loquai* y su familia tuvo que sufrir las resonancias del pasado. Después que observadores de la Organización para la Seguridad y la Cooperación en Europa (OSCE) en Kosovo, en el programa del canal de televisión WDR «Comenzó con una mentira» invalidaron las historias macabras del gobierno alemán para legitimar la guerra del Kosovo, se puso en marcha una serie de amenazas e insultos por teléfono.

Dr. Heinz Loquai, hoy docente en la Universidad de Colonia, sostuvo sus afirmaciones. La OSCE con 1400 inspectores internacionales en Kosovo, realizó una estadística sobre el número de muertos entre diciembre de 1998 hasta marzo de 1999. Unas 200 murieron en ese período de tiempo: luchadores de UCK, policías yugoslavos y soldados, así como civiles serbios y albanos. Hubo indicios de una guerra civil, pero no de un genocidio o de expulsiones masivas. Dr. Loquai, posteriormente, escribió dos libros sobre la guerra ofensiva contra la antigua Yugoslavia: «Camino hacia una guerra evitable» y «Preparativos para una guerra» (*Editorial Nomos*). Como era de esperar, con sus publicaciones, Dr. Loquai se hizo de enemigos entre sus generales colegas de entonces. El ministerio negó finalmente la necesaria aprobación para prolongar el contrato como asesor en las negociaciones sobre medidas militares y de seguridad en la OSCE, y de esa manera, impidió que un excelente conocedor pudiera seguir trabajando activamente para la paz en el sur de Europa. Loquai: «En la Bundeswehr de hoy no volvería a entrar en servicio.»

### La mayoría de la población alemana rechaza las acciones en el exterior

En los ejemplos dados, se trata de soldados – desde sargento hasta general de brigada – que tanto por sus conocimientos como por su carácter, entre los superiores y los camaradas tenían una cualificación superior al promedio. Al igual que la mayoría de la población alemana, juzgan críticamente las acciones militares en el exterior o las rechazan.

En su insistencia sobre el mantenimiento de las leyes vigentes, los soldados no son pleitistas sino ciudadanos íntegros. Pero, en general, están bastante solos. El creciente desinterés de la opinión pública frente a la política escenificada, y su rechazo por las acciones militares, favorece un peligroso proceso en la Bundeswehr de convertirse en un estado dentro del estado, lo que prácticamente ya es. Qué ceguera frente a las realidades deben tener las instancias de control (parlamento, justicia, prensa e intelectuales), para no reconocer una estructura detrás de esos casos aislados. Aún no es tarde, para frenar la marcha de la Bundeswehr hacia una armada de intervención neo-feudal. •

(Traducción Horizons et débats)

# GRITEX, une réussite dans une région de montagne

## Fabrications spéciales de textiles: une PME pour les PME

par Hedwig Schär

Le but du «Groupement suisse pour les régions de montagne» est l'amélioration des conditions d'existence et des possibilités de développement pour la population dans les régions de montagne. A part l'agriculture, ce sont les petites et moyennes entreprises (PME) qui jouent un rôle important pour la sécurité économique de ces régions. Lors de son assemblée du 28 août 2009 à La Chaux-de-Fonds, les membres du groupement de travail ont discuté un plan d'action avec sept objectifs pour le renforcement des PME dans les régions de montagne (cf. encadré). Avec ce plan d'action les PME de ces régions seront encouragées de façon ciblée et soutenues dans leur organisation.

Un exemple impressionnant d'une PME qui a pu être (re-)construite il y a quatre ans dans une région périphérique de montagne est la GRITEX à Trun.

Dans une partie des anciens locaux de la fabrique de tissus TRUNS à Trun, dans la Surselva aux Grisons, existe depuis quatre ans une nouvelle usine de textile, la GRITEX. Cette entreprise traite sur commande la finition de tissus divers comme par exemple des vêtements de sécurité, des textiles pour l'hôtellerie et des vêtements de confection de grande qualité. Dans une vallée économiquement faible, l'entreprise occupe de la main d'œuvre locale pour faire avancer l'économie et pour éviter la migration vers les grands centres. L'attrait des régions urbaines est très grand, surtout s'il n'y a pas de travail dans les environs. Avec un encouragement d'entreprises locales, pas seulement dans le tourisme, on peut agir contre ce développement.

Il y a vingt ans, la grande fabrique de tissus ayant jadis 440 salariés a été fermée parce qu'il n'y avait plus de possibilité de survie, ce qui a été le cas pour beaucoup d'entreprises de textile. Le site a été acheté par un entrepreneur suisse, les machines et les installations ont été vendues en Espagne et en Tunisie et tous les employés licenciés. Ce fut une grande perte pour la région, le village de Trun étant peu orienté vers le tourisme.

Comment un nouveau départ dans cette branche a-t-il été possible?

### Nouveau début d'une entreprise

Il y a quatre ans, un ingénieur à Saint-Gall a développé une nouvelle veste protectrice contre les coups et blessures de couteaux, basée uniquement sur des textiles et, ce qui est décisif pour le confort, beaucoup plus légère que les vestes traditionnelles. Il a cherché un lieu de production pour cette veste. Une possibilité bon marché est la production à l'étranger. Mais si on calcule les différents facteurs comme les voyages, l'organisation, les demandes de qualité et l'avancement de l'économie indigène et locale, la production en Suisse n'est finalement pas beaucoup plus chère. Par hasard il a appris l'existence de l'ancienne TRUNS et que dans cette vallée on pourrait trouver de la main d'œuvre qualifiée. Il a publié ce projet localement.

### Plan d'action économie

Fixé et discuté lors d'un congrès du Groupement suisse pour les régions de montagne

1. Qualifier la main d'œuvre locale
2. Faciliter l'accès aux infrastructures et services
3. Faciliter l'accès aux marchés suisses
4. Encourager la collaboration entre les entreprises
5. Améliorer l'image de la région de montagne comme lieu de travail
6. Améliorer les conditions-cadres pour les PME en région de montagne
7. Promouvoir le développement durable

Pour plus d'informations:  
www.sab.ch – Aktionsplan Wirtschaft  
de septembre 2009



Un costume de chasse nouvellement confectionné chez GRITEX d'après un ancien modèle de la fabrique de tissus TRUNS. (photo hs)

Monsieur Tomaschett, le directeur actuel, a entendu parler de ce projet et il a pensé que cela pourrait bien se réaliser. En cinq mois un plan a été établi. Les moyens financiers nécessaires pour l'infrastructure, les machines et le personnel lui sont parvenus de la Banque Raiffeisen, de la Wirtschaftsförderung Surselva (promotion économique Surselva) et de privés de toute la Suisse qui désiraient investir de manière durable dans la région. La société a été organisée en SARL. La jeune entreprise a aussi été soutenue par la Berghilfe (Aide aux montagnards) avec une impulsion financière et un accompagnement pendant trois ans.

Le personnel qualifié a été recruté dans la région. Se sont annoncées aussi des créatrices de vêtements (anciennement des couturières) de l'ancienne fabrique de tissus TRUNS. Ainsi on a pu utiliser des connaissances fondées de la région. L'entreprise a commencé avec cinq personnes, trois emplois fixes et deux à temps partiel. Comme les affaires se sont développées de façon réjouissante, le nombre des collaborateurs a pu être augmenté.

La population a bien accueilli le nouveau début de la société, les aînés se sont réjouis, mais sont en partie aussi sceptiques.

La GRITEX a loué une partie des anciennes halles de production. On y voit de grandes tables de coupe et de travail, des machines à coudre et d'overlock et une machine pour les boutonsnières, qui ont toutes dû être acquises nouvellement.

### Les produits

La production des vestes de sécurité a commencé il y a 4 ans. La première commande de 200 vestes a été livrée en novembre 2005. Actuellement on fabrique des T-shirt, avec des parties résistantes aux coups et blessures de couteaux, ceci dans les régions de la poitrine, du dos et des épaules. Ces parties ne sont faites que de textiles et ces sous-vêtements sont donc agréables à porter. Ces pié-

ces de confection technique sont produites sur mesure aussi pour des tailles spéciales.

Comme il n'est pas recommandable de s'appuyer sur un seul client, on a cherché d'autres domaines de travail. Un autre domaine de GRITEX est le traitement de coton non inflammable pour la grande hôtellerie. Cet équipement difficilement inflammable du tissu se conserve malgré le lavage à 60°.

Tous les textiles pour housses de chaises, nappes, serviettes jusqu'aux vêtements sur mesure peuvent être fabriqués par les employés de GRITEX. Ainsi, la société a pu livrer des produits textiles au Kongresshaus Zürich, au Seehotel Waldstätterhof à Brunnen et à l'hôtel Carlton Elite à St-Moritz, pour n'en nommer que quelques-uns. Ce domaine allait très bien jusqu'à la crise financière, qui a amené une grande baisse. Par la suite monsieur Tomaschett a dû licencier des collaboratrices ce qui lui a coûté des nuits d'insomnie.

Un troisième domaine de GRITEX revient aux origines du site. L'ancienne marque traditionnelle TRUNS, a été lancée au printemps passé avec beaucoup de succès. L'automne est la saison de chasse au canton des Grisons. Un très bel habit de chasse pour des événements festifs, fabriqué d'après la vieille tradition des Grisons, a été produit. Comme malheureusement tous les échantillons de l'ancienne firme ont disparu, un vieux costume de chasse TRUNS a servi de modèle. Ainsi ces costumes d'excellente qualité sont de nouveau confectionnés sur mesure en loden et doublé de soie.

A part les vêtements de chasse on confectionne des vestes pour hommes, des vestes pour les loisirs et pour le sport. L'équipement de sociétés de musique entières en uniformes fait également partie du programme de GRITEX.

Pour surmonter des manques dans les carnets des commandes, on fabrique actuellement sur commande un petit sac pour l'en-

traînement des chiens. Ce sac est fabriqué en tissu de plastique orange, imperméable, résistant aux morsures et renferme de la nourriture pour chiens. Ce sac peut être lancé pour l'entraînement et le chien le rapporte à son maître.

La production de sous-vêtements en tissus spéciaux avec de fins fils d'argent pour les allergiques n'est encore qu'un projet. Ce serait naturellement un domaine très intéressant car il y a de plus en plus d'allergiques.

De cette manière, le directeur, monsieur Tomaschett a successivement reconstruit l'entreprise, et continue son expansion. Malgré toutes les difficultés et les revers, la tendance est positive. Il crée toujours de nouveaux contacts et de nouveaux domaines de production pour son entreprise.

### La construction de réseaux

La tâche principale du directeur est l'acquisition de commandes et la construction de réseaux dans toute la Suisse. Par exemple, il a commencé une collaboration avec «Access» à Zurich. Chez Access, des adolescents qui ne trouvent pas de place d'apprentissage après l'école peuvent travailler pendant un an dans une petite entreprise dans les domaines de l'artisanat, du graphisme, de la mode, de la vente ou des «event». Leur philosophie: «Le travail ne s'apprend qu'en travaillant: C'est l'idée des petites entreprises Access». Lorsque Access a trop de commandes dans le domaine de la mode, elle les cède à GRITEX. Ainsi l'on n'a pas à refuser des commandes par manque de temps, et en même temps les entreprises se soutiennent mutuellement.

Monsieur Tomaschett se désigne lui-même comme idéaliste. Avec le projet de la GRITEX, il a fait quelque chose pour la région, c'est son idée. Lui-même ne s'y connaît pas beaucoup dans les textiles, il vient de la construction, mais il est entouré de gens qualifiés qui maîtrisent leur domaine. Pendant l'entretien on sent qu'il met tout son cœur dans l'entreprise de textiles. Son travail est marqué par un engagement social et éthique. Pour lui, il est important que chaque collaborateur reçoive son salaire régulièrement même si la situation financière n'est pas rose. Il réfléchit beaucoup au maintien et développement de l'entreprise mais un pronostic est difficile, on n'a pas encore passé le cap.

Malheureusement, le soutien de la commune et du canton n'est pas très grand. On se moque plutôt de lui. Il rencontre bien plus d'intérêt dans les grands centres de Zurich, Bâle et Berne. Là on estime la bonne infrastructure pas chère et la production bon marché dans des régions périphériques.

Pendant longtemps on a surtout encouragé le tourisme dans les montagnes. C'est une bonne et importante source de revenus. Mais à côté du tourisme, l'industrie et l'artisanat n'occupaient qu'une place marginale. Beaucoup d'entreprises ont dû abandonner, comme c'était le cas pour TRUNS et comme résultat il y a eu beaucoup de migration vers les grands centres.

Actuellement on a constaté que pour une économie saine il faut, à part le tourisme, aussi d'autres activités commerciales dans les communes. Ce n'est pas avantageux de tout miser sur une seule carte. Dans les régions périphériques, il faut aussi diverses places de travail pour éviter des dépendances unilatérales.

### Philosophie d'entreprise

Monsieur Tomaschett ne veut pas gérer une entreprise quelconque. C'est pour cette raison qu'il a construit une entreprise moderne et avantageuse pour les familles.

La directrice de production est responsable de la planification et des engagements. Lorsqu'une commande doit être terminée et que le temps presse, tout le monde doit travailler plus longtemps. A ces moments-là, un maître couturier expérimenté vient aider. Autrement les collaboratrices peuvent gérer librement leur temps. Dans un certain cadre, les employés peuvent s'organiser eux-mêmes. Il



Vêtement de sécurité: La protection contre les coups et blessures de couteaux, posée sur le T-shirt, y est ensuite fixée. (photo hs)

## Le maraîchage se transforme en Suède Les petits paysans et la qualité sont de nouveau à l'honneur

ch. Si les maraîchers locaux suédois parviennent à se libérer de la pression contraignante exercée par l'association officielle des paysans visant la grande production industrielle, alors de toutes nouvelles possibilités leur seront ouvertes. Les maraîchers et les petits paysans qui s'engagent dans la production locale ont passé des temps durs. Beaucoup ont été contraints d'abandonner parce qu'ils ne pouvaient pas répondre aux exigences démesurées de l'UE concernant par exemple les étalles ou les équipements de production.

Les petits paysans et les petits producteurs d'aliments n'ont pas été encouragés par la politique agricole. Seules les grandes exploitations ont reçu des subventions de l'Etat. L'industrie charcutière et laitière n'est pas intéressée par un petit nombre de bêtes à abattre ou de petites quantités de lait. Les grands distributeurs ont traité avec mépris les petits agriculteurs locaux qui voulaient leur vendre leurs légumes.

Cependant, il semble qu'un changement radical soit en train de se faire. Les marchés de paysans, sur lesquels des produits locaux sont directement vendus par les producteurs locaux, connaissent une grande popularité. Ici, on trouve de tout, en partant des légumes frais, des fruits, du pain, des pains suédois, du poisson, de la viande, de la fourrure de mouton et de la laine jusqu'aux objets artisanaux. Les ventes directes à la ferme poussent comme des champignons. La demande de légumes produits dans le coin est si grande qu'elle ne peut pas être étanchée en ce moment, comme le montre l'exemple de Katarina E.

Lentement, de petits abattoirs et des laiteries de fermes renaissent à côté du traitement propre de haute qualité des aliments les plus divers. Cette évolution est notamment le résultat du travail inlassable de l'Association des petits paysans suédois. Ils ont influencé par un travail méticuleux et continu les politiciens et les institutions compétentes de telle manière que les exigences concernant la fabrication des produits sont devenues admissibles pour les petits producteurs et traiteurs. L'agriculture et la production de légumes locaux et écologiques sont sans équivoque estimées par de plus en plus de consommateurs.

### Un petit morceau de terrain béni – l'exemple de Katarina E.

Katarina E. a changé de métier au milieu de sa vie et est passée de secrétaire à maraîchère. Elle a fréquenté une école agricole et s'est décidée à cultiver des légumes biologiques. Après avoir terminé sa formation, elle n'a pas trouvé de travail dans ce domaine et elle a décidé de monter sa propre petite exploitation. Elle a pris quelques hectares de terrain en bail, situés en dehors d'une ville dans le sud de la Suède, et a commencé à cultiver des légumes. Les deux premières années, elle a vendu ses légumes sur les marchés et aux marchands de légumes. Cependant, en même temps, elle a commencé à vendre des paniers de légumes directement à des abonnés aux légumes. Cette manière de



De plus en plus de consommateurs apprécient l'agriculture et le maraîchage locaux et écologiques – ceci également en Suisse. (photo thk)

vendre des légumes s'est si bien développée qu'elle a déjà maintenant 200 abonnés, deux employés et deux stagiaires, et sa mère et sa fille qui aident encore en supplément. Katarina a agrandi la superficie de culture à 2,5 hectares. Elle cultive des pommes de terre, des carottes, du maïs, des haricots et de la salade. Les fleurs, ainsi qu'un peu d'herbes aromatiques et des plantes médicinales ne manquent pas. Elle cultive toutes les plantes elle-même. En plantant et arrosant les semences, elle produit elle-même les plantons et elle loue la place nécessaire dans des serres.

Les différents légumes saisonniers fraîchement récoltés sont emballés dans des cartons. A chaque carton est jointe une lettre, qui décrit un peu le contenu et informe sur la culture des légumes. De mi-juin à fin septembre, chaque client reçoit un panier hebdomadaire. Il est invité également une fois par saison chez Katarina afin qu'il puisse voir où ses légumes poussent et être informé sur la manière dont ils sont produits.

Elle vend une partie de ses légumes à une école, à quelques restaurants et à un marchand de légumes.

Le terrain est divisé selon une alternance de cultures de sept ans. Tous les travaux sont faits à la main à part le travail avec les pommes de terre où l'on utilise un tracteur.

Katarina dit que c'est intéressant de cultiver des pommes de terre biologiques car celles-ci font partie des légumes les plus traités en Suède. On les traite contre les mauvaises herbes et la pourriture des feuilles pour en finir par le traitement des fanes de pommes de terre. Les Suédois n'y croient guère, que les pommes de terre soient traitées à ce point. Katarina cultive des pommes de terre bio depuis six ans sans avoir recours aux traitements et son travail a été toujours couronné de succès. Elle constate qu'il y a un intérêt croissant pour les produits de bonne qualité. Les gens sont prêts à payer un peu plus pour des légumes cultivés selon des règles écologiques.

Katarina n'a pas eu besoin de faire beaucoup de publicité pour ses produits. Pour ses 2,5 hectares, elle a réussi sans soutien financier à créer deux emplois. La politique agricole de l'Etat par contre et celle axée sur l'UE visent à former des unités toujours plus grandes, pour devenir plus «compétitifs» et plus «rentables». Katarina apporte la preuve du contraire! Toujours plus de consommateurs apprécient l'agriculture locale et écologique ainsi que le maraîchage local à petite échelle. La demande est si grande qu'elle ne peut pas être étanchée actuellement.

Source: *Småbrukaren*, n° 3, 2008  
(Traduction *Horizons et débats*)

### «GRITEX, une réussite ...» suite de la page 7

ya aussi un coin de jeux pour les enfants qui passent les premières heures au lieu de travail de leur mère avant d'aller au jardin d'enfants tout proche. Le soir les enfants peuvent rester dans l'entreprise jusqu'à ce que leur mère ait fini de travailler. Sur la table du bureau beaucoup de devoirs d'école ont déjà été faits, raconte monsieur Tomaschett.

Le travail est organisé de manière très flexible dans le déroulement des travaux. Tous les collaborateurs doivent savoir manier toutes les machines. Chacun se rend bientôt compte avec laquelle il se débrouille le mieux et pour les travaux on tient compte de ces préférences. Mais lorsqu'il y a urgence, tous savent tout faire. C'est un grand avantage car de cette manière on peut bien partager le travail et la production ne s'ar-

rête pas faute de connaissances suffisantes des machines.

### Un exemple à imiter

Quand on compare GRITEX avec les exigences du plan d'action du *Groupement suisse pour les régions de montagne* (cf. encadré), on constate que beaucoup de points de ce plan sont réalisés dans cette entreprise: La main d'œuvre qualifiée sur place, l'accès aux marchés suisses, la collaboration entre les entreprises, la création de réseaux, l'utilisation de l'infrastructure existante et l'amélioration de l'image des régions de montagne comme lieu de travail. Tout cela crée un développement économique durable dans ces régions. La GRITEX est un bel exemple montrant comment avec beaucoup d'engagement une entreprise peut fleurir dans une région de montagne. Il est à souhaiter que cet exemple soit imité.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich